



Accueil > France

Dans les camps syriens, les divers profils des femmes françaises « épouses de Daech »

Analyse Une centaine de femmes djihadistes françaises, souvent encore imprégnées de l'idéologie de Daech, sont détenues dans les camps kurdes de Syrie. Le refus des autorités françaises de les rapatrier peut présenter un risque sécuritaire.

Hippolyte Radisson, le 23/05/2022 à 06:16
Lecture en 3 min.



Samia (1) a fait ses bagages fin 2014 pour rejoindre la Syrie et Daech. « Elle était éperdument amoureuse de son mari, et rien ne la retenait ici », conte aujourd'hui sa sœur Zineb (1). Capturée par les Kurdes, elle a été placée dans le camp de Roj, dans le nord-est du pays, en 2019. « Elle était accompagnée de son fils de 3 ans et d'une orpheline qu'elle avait adoptée. Cette dernière a été rapatriée en mars 2019. Depuis, elle est dans le camp avec son fils, qui a aujourd'hui 6 ans. » Samia, presque 40 ans, fait donc partie des femmes de djihadistes français détenues dans le camp de Roj depuis la chute de Baghouz.

→ REPORTAGE. [En Syrie, dans les camps de familles djihadistes](#)

Elles seraient entre 80 et plus d'une centaine. Les appels au rapatriement n'ont cessé de se multiplier depuis 2019, venant des familles, d'associations, d'autorités administratives comme la Commission nationale consultative des droits de l'homme ou la défenseure des droits, et d'instances internationales.

À l'aube d'un nouveau quinquennat, ils se font encore plus pressants. Une conférence de presse organisée par le député Hubert Julien-Laferrière se tenait vendredi 20 mai, une autre est prévue lundi 23 à l'initiative d'associations de victimes du terrorisme et d'organisations de défense des droits de l'homme.

« Plusieurs types d'engagement »

Si l'opinion se concentre sur le sort des « enfants de Daech », qui grandissent dans ce que les experts de l'ONU ont qualifié de « camps sordides », celui réservé aux femmes adultes est aussi important. Samia souhaite rentrer en France, « payer sa dette, et surtout offrir à son enfant une vie loin de toute violence et misère », dit sa sœur. « Elle est consciente qu'elle devra forcément passer par la case prison », mais veut « tourner la page ». « La plupart des Françaises ont pris leur distance avec l'idéologie de Daech », pense Zineb.

→ GRAND FORMAT. [Enquête sur les petits revenants de Daech](#)

Faut-il les voir comme des veuves de djihadistes, qui ont rejoint la Syrie pour suivre leur mari, ou comme des épouses de Daech, acquises à l'idéologie du groupe ? Géraldine Casutt, chercheuse au Centre suisse islam et société de l'université de Fribourg, dresse « plusieurs types d'engagement » parmi les femmes des camps : « D'abord, des femmes absolument pas déçues de Daech, qui portent la cause et veulent réinstaurer un califat. Elles sèment parfois la terreur dans les camps. Ensuite, des femmes qui avaient déjà envie de partir sous Daech, qui sont en désamour avec l'idéologie mais se sont retrouvées bloquées. Enfin, celles qui sont dans l'attente, dans l'impression d'un jour sans fin, et qui ne savent pas vers quoi se tourner. »

Informations cruciales

Pour les autorités françaises, qui ont rapatrié jusque-là 35 enfants mais refusent le retour des femmes, les adultes doivent être « jugés au plus près des lieux où ils ont perpétré leurs crimes ». Les autorités kurdes demandent pourtant aux pays de rapatrier leurs ressortissants.

Toutes sont connues des services de renseignement et « judiciairisées », faisant l'objet d'un « mandat d'arrêt ou d'un mandat de recherche », explique Jean-Charles Brisard, président du Centre d'analyse du terrorisme. Si elles venaient à être rapatriées, elles seraient immédiatement déferées devant un juge d'instruction puis placées en détention provisoire avant un jugement.

→ LES FAITS. [Enfants de djihadistes en Syrie : la défenseure des droits demande leur rapatriement](#)

« Certaines ont eu un rôle opérationnel direct, d'autres ont eu connaissance d'exactions, de crimes et d'attentats, détaille Jean-Charles Brisard. Il y a donc un véritable intérêt judiciaire à les rapatrier. Elles pourraient détenir des informations sur plusieurs dossiers dont on se prive actuellement. » Les veuves des frères Clain, accusés au procès des attentats du 13 novembre mais présumés morts, sont par exemple détenues dans le camp de Roj.

Risque sécuritaire

De cette « diversité de profils », le député écologiste Hubert Julien-Laferrière conclut lui aussi à la nécessité d'une judiciarisation en France. « Il faut que leurs enfants soient placés en famille d'accueil, et qu'elles soient en prison en France. Cela permettra un maintien du lien familial, ce qui est essentiel selon les pédopsychiatres », développe celui qui a tenté, avec d'autres parlementaires, en mars 2021, de rendre visite aux familles dans les camps, avant d'être bloqué par les Kurdes.

À lire aussi [En Syrie, les prisons pépinières à djihadistes](#)

Outre l'argument humanitaire, les partisans de cette option mettent en avant l'impératif sécuritaire. Daech fait pression dans la zone pour obtenir la libération des personnes retenues, et reprendre de l'influence. Fin janvier, l'organisation terroriste a pris d'assaut la prison de Hassaké, à 100 km de Roj, parvenant à libérer des partisans. Dans les camps, une quinzaine de Françaises se sont déjà enfuies, selon Jean-Charles Brisard. Parmi elles se trouverait Hayat Boumedienne, la veuve du terroriste de l'Hyper Cacher et de Montrouge en janvier 2015, Amedy Coulibaly.

(1) Les prénoms ont été modifiés.

À découvrir Dans les camps syriens, la situation des familles de djihadistes s'enlise

terrorisme Syrie djihadisme Kurdistan Kurde Sécurité

Les plus lus

1. **Conseils de jardinage pour débutants : les 10 erreurs à éviter**



2. **Nouveau gouvernement : avant les nominations, le temps des vérifications**

4. « Contrairement aux affirmations de Jean-Marc Jancovici, le scénario 100 % renouvelables est soutenable »

3. « Nous avons besoin d'aide » : la communauté Saint-Martin fait l'objet d'une visite pastorale

VOTRE SÉLECTION



« Nous avons besoin d'aide » : la communauté Saint-Martin fait l'objet d'une visite pastorale



Julien Denormandie, ancien ministre de l'agriculture : une mise à la retraite inattendue



Avec Pap Ndiaye, les enseignants saluent la nomination d'un « symbole »



Guerre en Ukraine : dans le Donbass, le blues des prorusses



Nouveau gouvernement : sous le feu des critiques, Pap Ndiaye défendu par Elisabeth Borne



Nouveau gouvernement : avant les nominations, le temps des vérifications

Réagissez

COMMENTEZ

LIRE LES COMMENTAIRES

L'écosystème de La Croix

Croire
La Croix International
La Croix Español
La Croix Africa
Urbi & Orbi

Nous contacter

Service client
Courrier des lecteurs
Aide
L'équipe
Espace Presse
Facebook
Twitter
Flipboard

Nos services

Abonnements
Découvrir LA CROIX numérique
Boutique
Faire un don
Inscription à la newsletter
RSS

Les sites du groupe Bayard

BAYARD BELGIQUE
BAYARD JEUNESSE
EDITIONS BAYARD
GROUPE BAYARD
MILAN PRESSE

LES DOSSIERS DE L'ACTUALITÉ
NOTRE FAMILLE
NOTRE TEMPS
PHOSPHORE

CROIRE.COM
EVEILALAFOI.FR
LE MONDE DE LA BIBLE
PANORAMA
PÉLERIN